



**Arrêté préfectoral du 25 juin 2021
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11081 en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11081 relative au projet de construction de serres photovoltaïques pour mise en culture de kiwis à Clairac (47), reçue complète le 06 mai 2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste à construire deux serres agricoles équipées de panneaux photovoltaïques sur environ 3,9 ha, dont la puissance de production électrique totale sera d'environ 6,4 Mwc, sur la commune de Clairac (47), en zone agricole A du PLU, sur les parcelles 36, 208 et 33 de la section ZN.

Étant précisé que ces serres sont destinées à la mise en place d'une production de kiwis.

Étant précisé, concernant la serre de type « abri climatique » (2,2 ha ; 5,3 mètres de hauteur au faîtage) :

- elle sera implantée au lieu-dit « Rey de haut » ;
- elle nécessite l'installation d'un poste électrique qui sera implanté à proximité ;
- elle ne nécessite pas l'évacuation des eaux pluviales, celles-ci étant naturellement drainées par le terrain naturel ;
- un emplacement est prévu pour l'installation d'une citerne souple comme défense incendie ;
- elle sera constituée d'une structure porteuse en acier galvanisé soutenant des filets de protection ainsi que des panneaux photovoltaïques ;

Étant précisé, concernant la serre de type « asymétrique » (1,7 ha ; 5,81 mètres de hauteur au faîtage) :

- elle sera implantée au lieu-dit « la Ribere de Roussanes » ;
- elle nécessite l'installation d'un poste électrique implanté à proximité ;
- elle nécessite la création d'un bassin de collecte pour infiltration des eaux pluviales issues du ruissellement des toitures, avec rejet à débit régulé ;
- elle sera constituée d'une structure principale en aluminium / acier galvanisé et de bâches de protection (type bâche plastique transparente) en périphérie de la serre.

Étant précisé que l'électricité produite a vocation à être injectée sur le réseau électrique et qu'une demande de raccordement sera effectuée auprès du gestionnaire de réseau ;

Considérant que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet dans un secteur ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière faisant déjà l'objet d'un référencement (site Natura 2000, ZNIEFF, site classé...) ;

Considérant que le pétitionnaire s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats sur le site d'implantation et sur une aire élargie ;

Considérant qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux milieux naturels, et en cas d'impact résiduel et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

Considérant qu'il revient au porteur de projet de mettre en conformité l'installation photovoltaïque vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables à ces dernières en matière de bruit de fonctionnement (onduleurs, transformateurs, postes de livraison) et également de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la collecte et le traitement des déchets générés par la phase de chantier par les différentes filières adaptées, ainsi que de prévenir tout risque éventuel de pollution et de dissémination dans le milieu naturel environnant ;

Considérant que le projet est soumis à permis de construire et déclaration au titre de la loi sur l'eau ; que dans ce cadre sera examinée la compatibilité du projet avec les enjeux relatifs en particulier à l'intégration paysagère et à la gestion des eaux pluviales ;

Considérant que le pétitionnaire devra mettre en œuvre une démarche d'évitement réduction d'impacts pour la réalisation du raccordement ; que le raccordement devra s'inscrire dans les caractéristiques environnementales globales annoncées pour le projet dans le cadre de l'examen au cas par cas ; qu'il ne devra pas être susceptible de générer d'impact notable sur l'environnement ;

Considérant que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

ARRÊTE

Article premier : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet de construction de serres photovoltaïques pour mise en culture de kiwis à Clairac (47) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux, le 25 juin 2021

Pour la Préfète et par délégation,
Pour la Directrice régionale,



Michaële LE SAOUT
Chef adjoint
Mission évaluation environnementale
Dreal Nouvelle-Aquitaine

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Madame la ministre de la Transition Écologique et Solidaire
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex